



Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
54 rue de l'Arbre Sec 75 001 PARIS
tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpespjj-fsu.org mail : snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr

POUR UN 1^{ER} MAI de LUTTE : Toutes et tous dans la rue !

A l'appel de l'intersyndicale (CGT, FSU, Solidaires, UNSA), les organisations professionnelles ont appelé à manifester le 09 avril contre les politiques d'austérité. Dans la continuité de cette journée, la manifestation du 1^{er} mai prochain doit contribuer à inscrire la mobilisation dans la durée afin de contraindre ce gouvernement à d'autres choix. **Les politiques libérales fabriquent la crise qui sert d'alibi à des politiques de plus en plus restrictives pour les salariés** : recul des droits et diminution du pouvoir d'achat. Parallèlement, elles profitent aux plus riches et favorisent la mainmise des actionnaires sur les entreprises.

En France, la **Loi Macron 1 en est une nouvelle illustration** : *accroissement du travail du dimanche et de nuit ; limitation du rôle des prud'hommes ; affaiblissement du code du travail ; libéralisation des lignes d'autobus ; déréglementation de la profession des notaires ; privatisation de l'industrie de l'armement et des aéroports ; filialisation de centres hospitaliers universitaires ; assouplissement des normes environnementales...* Cette loi n'est qu'un début. Les Lois Macron 2 et 3 sont déjà en préparation avec à la clef la fin du CDI.

Au dépend des aspirations du peuple grec portées par Tsiriza, le gouvernement français persévère et joue les bons élèves de l'Union Européenne, faisant ainsi fi de sa défaite aux élections départementales, de la montée de l'extrême droite, de l'accroissement du chômage et de la paupérisation du pays. **Dans toute l'Europe, ces politiques d'austérité alimentent le terreau sur lequel grandissent les idées les plus réactionnaires**, le repli sur soi et la peur de l'avenir. Les idées d'extrême droite trouvent un écho en avançant des fausses solutions, dangereuses, en faisant semblant de reprendre à leur compte les aspirations des salarié-es.

Aujourd'hui, il est temps que le mouvement syndical impose au gouvernement de mettre en œuvre une politique en phase avec la réalité sociale. La pauvreté, la question des migrants, la loi sur le renseignement sont d'autant de sujets qui mériteraient d'être traités autrement par les médias mais aussi par le monde politique.

A la PJJ, des moyens ont été débloqués dans le cadre du plan anti-radicalisation, créant un certain nombre d'emplois. Mais ces moyens ne règlent en rien la réalité des besoins des services. Le dénuement et l'urgence dans laquelle ils se trouvent ne sont pas pris en compte. Pourtant, nos services sont en charge d'adolescents et de familles parmi les plus en difficulté, qui subissent de plein fouet les effets de la précarisation de la société. **Alors qu'une réforme progressiste de l'Ordonnance de 1945 est plus que jamais nécessaire, elle semble définitivement abandonnée par le gouvernement de même que la suppression des TCM (Tribunaux Correctionnels pour Mineurs).**

Pour sortir de ce marasme, une toute autre politique doit être menée. Cela passe obligatoirement par l'augmentation des minima sociaux, des salaires et des pensions, par une politique d'investissement dans l'emploi, une répartition des richesses, un renforcement des services publics ainsi qu'une politique audacieuse en faveur de la jeunesse. **Le SNPES-PJJ FSU considère que seule la construction d'une mobilisation des salarié-es peut instaurer le rapport de force nécessaire pour imposer d'autres choix.** Cela s'inscrit nécessairement dans le temps et appelle une démarche unitaire.

**Pour un véritable progrès social,
le SNPES-PJJ/FSU appelle les personnels à être
massivement dans la rue le 1^{er} mai !**

